La rentrée, ce ne sera pas pour tous les mômes

■ A Bruxelles, des centaines de parents cherchent toujours une place en maternelle pour leur jeune enfant.

A une semaine de la rentrée des classes, la Fédération des associations de parents de l'enseignement officiel (Fapeo) tire le signal d'alarme: des centaines de parents cherchent désespérément une place pour leur gamin de deux ans et demi qui doit en principe faire son entrée à l'école maternelle – même si l'obligation scolaire ne démarre qu'à 6 ans.

C'est à Bruxelles, où le boom démographique est particulièrement marqué, que la situation est la plus tendue. Pour se faire une idée plus précise de la pénurie, la Fapeo a donné un coup de sonde dans plusieurs services communaux de l'instruction publique. Les communes les plus touchées par l'augmentation du nombre de petits habitants ne peuvent pas répondre à de nombreuses demandes d'inscription en maternelle et, dans une moindre mesure, en primaire, affirme la Fapeo qui juge la situation *"inacceptable"* à quelques jours de la rentrée.

> *"Certains parents n'ont pas d'autre alternative que de renoncer à travailler."*
>
> **FRANÇOIS BERTIEAUX**
> Chef de groupe MR

Listes d'attente

"Il est clair que la situation est assez tendue, surtout à Bruxelles", confirme Bernard Hubien, secrétaire général de l'Ufapec (Union francophone des associations de parents de l'enseignement catholique). *"Dans certaines communes du nord-ouest, beaucoup de familles sont en attente. Malheureusement, pour les zones en grande tension, il y avait déjà des difficultés à trouver une place en crèche. Cela se poursuit avec l'entrée en maternelle. Et en primaire, la situation n'est pas vraiment meilleure."*

A Bruxelles-ville, par exemple, il ne reste plus une seule place en première maternelle, selon la Fapeo et, *"pour la première fois"*, toutes les écoles ont dû établir des listes d'attente. Idem à Molenbeek. Autre cas criant : il y aurait 950 gamins sur liste d'attente à Anderlecht...

Plan d'urgence insuffisant

Face à la pénurie annoncée de places dans le fondamental, le gouvernement précédent de la Fédération Wallonie-Bruxelles (PS-CDH-Ecolo) avait lancé, en novembre 2013, un plan d'urgence, qui prévoyait, dans une première phase, la création de 800 nouvelles places pour le fondamental à Bruxelles dans des modules mobiles, dès le 1er septembre 2014.

L'administration de l'infrastructure confirme que ces 800 places seront opérationnelles lundi, auxquelles il convient d'ajouter les places supplémentaires créées directement par les écoles, rassurait lundi le cabinet de Joëlle Milquet (CDH), ministre en charge de l'Enseignement obligatoire et des bâtiments scolaires. N'empêche: il semble bien que le plan d'urgence soit (largement?) insuffisant pour combler les attentes des familles bruxelloises.

"Au-delà du drame scolaire, c'est un véritable drame social qui se joue. Certains parents avouent ne pas avoir d'autre alternative que de renoncer à travailler pour les garder à la maison. C'est une honte", dénonce Françoise Bertieaux, chef de groupe MR au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Le MR, dans l'opposition, a réclamé lundi la convocation, cette semaine encore, de la Commission de l'Education.

An.H.